

L'Indépendant - mercredi 31 août 2022

IG

Faut-il craindre des coupures cet hiver ?



La France ne produira probablement pas suffisamment d'énergie nucléaire cet hiver pour répondre aux besoins de ses voisins européens, qui s'efforcent de trouver des alternatives au gaz russe, et elle pourrait être contrainte au rationnement de l'électricité pour satisfaire à ses propres besoins.

La France a perdu – au profit de la Suède – la place de premier pays exportateur net d'électricité en Europe. Elle est même devenue pour la première fois un importateur net alors qu'elle fournissait encore récemment environ 15 % de sa production totale d'électricité aux pays de la région.

La production nucléaire française devrait chuter cette année à son niveau le plus bas depuis trente ans et le nucléaire assure 70 % de la production française d'électricité.

57 % du nucléaire inutilisés

Les prix de gros de l'électricité ont battu une série de records, du fait de la guerre en Ukraine, de la flambée des cours du gaz et l'annonce d'un report de la remise en service de quatre réacteurs nucléaires d'EDF. « La hausse vertigineuse des prix de l'électricité constitue une menace

économique, les problèmes nucléaires de la France semblant devenir un plus grand enjeu que les flux de gaz russe », a déclaré Norbert Rücker, responsable de recherche chez Julius Baer.

32 des 56 réacteurs d'EDF sont à l'arrêt pour des opérations de maintenance ou des problèmes de corrosion.

Des restrictions de production ont par ailleurs été instaurées cet été à cause du réchauffement des cours d'eau utilisés pour refroidir les réacteurs. À ce jour, 57 % de la capacité de production nucléaire était inutilisée, selon EDF.

Coupures volontaires

« Les perspectives pour l'hiver sont effrayantes », a déclaré Mycle Schneider, consultant dans le secteur de l'énergie nucléaire.

« Pour le passage de l'hiver 2022/2023, la situation est extrêmement préoccupante. [...] Annoncer qu'il n'y aura pas de délestage relève d'un pari très optimiste, sauf à connaître la météo, avec des températures clémentes », a déclaré Virginie Neumayer, représentante syndicale CGT chez EDF.

Même si l'électricien parvient à augmenter fortement sa production, les analystes estiment que le pays n'aura pas assez d'énergie à vendre à ses voisins privés de gaz russe.

« L'Espagne, le Royaume-Uni et l'Italie ont tous dû augmenter leur production domestique puisque les volumes d'exportation française ont été beaucoup plus faibles qu'à la normale », a déclaré Fabian Ronningen, du cabinet de conseil Rystad Energy.

Les météorologues sont pessimistes et prévoient un hiver plus précoce et plus froid que la moyenne. Et des incertitudes subsistent quant à la capacité d'EDF, en passe d'être renationalisé, à remplacer rapidement ses réacteurs.

Le président de l'Autorité de la sûreté nucléaire (ASN) a déclaré en mai que la résolution des problèmes de corrosion affectant certains des réacteurs pourrait prendre plusieurs années. Quant à la construction des réacteurs de type EPR à Flamanville (Manche), on dénombre des années de retard et des coûts supplémentaires de plusieurs milliards d'euros.

S'il n'est pas prévu de coupures de gaz pour les ménages (lire ci-dessous), cela n'est pas aussi sûr pour ce qui concerne l'électricité.

32 réacteurs nucléaires sur 56 sont à l'arrêt. La France est devenue pour la première fois un importateur d'électricité.

tensions Gazprom a décidé de suspendre ses livraisons de gaz à Engie à compter de demain au

prétexte qu'il n'avait pas reçu le paiement intégral des sommes dues. Ce qui a conduit la ministre de la Transition énergétique, Agnès Pannier-Runacher, à dénoncer l'utilisation du gaz « comme arme de guerre » par la Russie. Engie, qui ne commente pas cette décision, estime avoir « d'ores et déjà sécurisé les volumes nécessaires pour assurer l'approvisionnement de ses clients et pour ses propres besoins » et mis en place les mesures nécessaires pour « réduire significativement » l'impact de cette décision. Dans ce contexte, le gouvernement français accentue la pression en faveur d'une réduction plus rapide de la consommation.

La Première ministre Elisabeth Borne a assuré mardi que les ménages ne seraient pas concernés par d'éventuelles coupures de gaz après avoir appelé les entreprises françaises à la sobriété énergétique. Un Conseil de défense dédié à l'énergie est prévu vendredi matin à l'Élysée. Il sera dirigé par Emmanuel Macron.